



KHAMENEI A VOULU SAUVER SA PEAU ET ÉVITER LE PIRE DES SCÉNARIOS

ANTHONY SAMRANI-L'ORIENT-LE JOUR
23/06/2025

« Un non-choix. Ni la guerre ni la paix, dans la pure tradition de la République islamique et de ses alliés. Le régime iranien a tous les défauts du monde mais il n'est pas suicidaire. Ali Khamenei a passé trente ans de sa vie à construire patiemment son autorité absolue sur la République islamique, sa toile régionale dans un Moyen-Orient qui lui a toujours été hostile et son programme nucléaire sous l'un des régimes de sanctions les plus coercitifs du monde. Il vient de passer la semaine la plus difficile de sa vie. Son héritage est en ruine. Mais il y a fort à parier qu'il fera tout pour sauver ce qu'il en reste.

L'Iran aura mis près de quarante-huit heures à répondre aux frappes américaines [du 22 juin] sur les sites de Fordo, d'Ispahan et de Natanz, (...) . Le régime avait conscience que (...) ses options étaient limitées. Mais ce ne sont pas les seules raisons qui expliquent pourquoi il a pris le temps de calibrer sa réponse et d'accepter un fragile cessez-le-feu.

Ali Khamenei est un homme prudent. Fort avec les faibles, mais faible avec les forts. Rien n'est plus important pour lui que la survie du régime. Il l'a prouvé au moment de l'assassinat de Qassem Soleimani [général iranien] en Irak [en 2020], puis de celui de Ismaïl Haniyeh [chef politique du Hamas] dans un bâtiment sécurisé de Téhéran [juillet 2024], et encore plus quand Israël ramenait plus de trente ans en arrière le Hezbollah, pourtant le joyau de la couronne. Cette fois, il devait faire un choix entre la mort lente (la capitulation) et le suicide (la surenchère). Comme à son habitude, il a préféré une troisième option. Une frappe, dont les États-Unis ont sans doute été prévenus à l'avance, sur la plus grande base américaine de la région, au Qatar, pourtant l'un des pays du Golfe les moins hostiles à l'Iran. Elle sert sa rhétorique et a surtout une portée symbolique. La République islamique bombe le torse,

mais ne semble toujours pas prête à entrer vraiment dans l'arène.

À 86 ans, le guide suprême (...) a une espérance de vie assez limitée. Mais il continue d'agir comme si son principal atout par rapport à ses ennemis était de pouvoir penser le temps long. (...) le plus important pour lui n'est pas d'éviter les coups, quelle que soit leur puissance, mais de rester debout. (...) Le régime peut sortir considérablement affaibli de cette guerre, mais avec un appareil de sécurité qui demeure suffisamment solide pour mater toute forme de contestation, au moins à court et moyen terme."



À LA FRONTIÈRE ENTRE LE COURAGE ET LE DÉLIRE

ALUF BENN-HAARETZ
14/06/2025

« Pendant de longues années, Nétanyahou a été accusé de lâcheté. On disait qu'il était certes doué pour délivrer de beaux discours à la télévision ou pour dessiner des armes nucléaires devant l'Assemblée générale des Nations unies, mais qu'il n'aurait jamais le cran d'attaquer les sites nucléaires iraniens. On disait aussi que les États-Unis ne permettraient jamais à Israël de prendre des initiatives susceptibles de menacer les forces américaines et leurs alliés au Moyen-Orient ou de faire flamber les cours du pétrole.

Ce vendredi 13 [juin], Benyamin Nétanyahou a démontré à ses détracteurs qu'il avait le courage de prendre l'initiative d'une guerre totale contre l'Iran et la capacité de recevoir l'aval de l'administration américaine. Aujourd'hui, après son incapacité à empêcher le désastre de l'attaque du Hamas contre Israël le 7 octobre 2023, il est en passe de reconstituer une partie de son capital politique.

Cette guerre est la guerre de Nétanyahou, (...). Il a pris le risque d'exposer notre "Nuque" [surnom hébreu du front intérieur civil israélien] à la menace sans précédent de frappes de missiles iraniens. Cette décision est la sienne, la sienne seule. L'homme qui, au lendemain du 7 Octobre, avait prédit à l'ancien ministre de la Défense Yoav Gallant [limogé en novembre 2024] que les

tours de la Kirya (...) s'effondreraient sous le feu du Hezbollah, parie désormais sur leur force de résilience face au corps des Gardiens de la révolution islamique.

Contrairement à la façon dont il se comporte depuis la guerre de Gaza, Nétanyahou n'esquive plus ses responsabilités (...) mais assume. 'C'est moi qui ai donné l'ordre, et moi, et moi, et moi.' Cette posture nouvelle vat- elle l'encourager à se réconcilier avec une partie des 'kaplanistes' [les manifestants rassemblés rue Kaplan, à Tel-Aviv, opposés au 'putsch judiciaire' et réclamant un cessez-le-feu à Gaza et le retour des otages israéliens encore détenus par le Hamas] ? Rien n'est moins sûr. La survie politique du Premier ministre reste encore et toujours dépendante de son alliance avec les 'kahanistes' [les ministres d'extrême droite Itamar Ben Gvir et Bezalel Smotrich, héritiers du suprémaciste Meir Kahane].

S'il y a quelque chose d'incroyable, c'est de voir que l'armée israélienne, celle qui s'était assise sur les dizaines de rapports avertissant de l'imminence de l'attaque du Hamas (...), est la même que celle qui – loin de ses bases, en coordination avec le Mossad (...) et sans aucune perte militaire israélienne – est parvenue à lancer une attaque surprise et d'une ampleur sans précédent, assassinant plusieurs hauts dirigeants iraniens et frappant les sites les plus sensibles de la lointaine République islamique.

Le fossé entre la 'gestion' du front gazaoui et celle du front iranien est tellement inouï qu'il prête le flanc à des théories du complot. Or ce qui peut sembler une anomalie renvoie à une explication plus prosaïque. La supériorité de Tsahal (...) réside dans son hypertechnicité, une technicité qui, pour des raisons géographiques, n'était d'aucune aide face à l'enclave de Gaza dirigée par le Hamas. Mais, de fait, tandis que les forces terrestres israéliennes peinent toujours à vaincre le Hamas (...), l'armée de l'air israélienne a enregistré d'incroyables succès opérationnels en décapitant le Hezbollah (...) et aujourd'hui en faisant le vide autour du guide suprême de la République islamique d'Iran, Ali Khamenei.

Le tournant de la guerre israélo-iranienne a été la réélection

de Trump en novembre 2024, qui a conduit les dirigeants des deux camps à prendre des décisions radicales. Explicitement, Nétanyahou a (...) ordonné à Tsalal et au Mossad de se mettre en ordre de bataille pour frapper les sites nucléaires iraniens et 'décapiter' le haut commandement de la République islamique ainsi que les scientifiques impliqués dans le programme nucléaire de Téhéran. [Auparavant], Ali Khamenei avait ordonné dès le 5 décembre 2024 une accélération radicale de l'enrichissement de l'uranium jusqu'à un niveau proche du seuil militaire.

Sans doute Nétanyahou espérait-il que, si Israël programmait une opération viable et menée par lui seul, il pourrait tordre le bras à l'isolationnisme de Trump. Et sans doute Ali Khamenei tablait-il sur l'accès à un seuil nucléaire suffisamment offensif pour renforcer la position de Téhéran dans un nouvel accord sur le nucléaire, ou, si aucun accord n'était conclu, procurer à l'Iran un 'équilibre stratégique' face à Israël.

Les dirigeants iraniens ont commis la même erreur que leurs homologues israéliens il y a deux ans et se sont fait bluffer. Les intentions et les capacités des deux ennemis étaient connues. Mais, comme Nétanyahou envers le Hamas, Khamenei pensait que l'autre camp ne faisait que bluffer et ne passerait jamais à l'action. Son régime ne s'attendait pas à ce que ses principaux commandants militaires soient liquidés (...). Il a donc rejeté les exigences de Trump dans les négociations nucléaires, tout comme Nétanyahou a ignoré les avertissements des services de renseignements annonçant la guerre du 7 octobre 2023.

Désormais, la question est, pour les belligérants : comment et par où sortir d'ici ? La réponse réside plus que probablement dans une décision que Trump devra prendre. Faut-il déployer des forces américaines supplémentaires pour appuyer les frappes israéliennes, et pas seulement défendre l'État juif ? Khamenei menace quant à lui de frapper les forces israéliennes, mais aussi et surtout celles des États-Unis et de leurs alliés des pétromonarchies arabes du Golfe. Son pari est de faire

flamber les cours du pétrole et de fragiliser les économies occidentales, comme en 1974.

De son côté, Nétanyahou espère (...) que l'Amérique lancera ses bombes antibunkers et achèvera le boulot, à savoir l'anéantissement des installations nucléaires iraniennes bunkérisées à plusieurs centaines de mètres dans le sous-sol iranien. En d'autres termes, tout comme la décision de lancer l'attaque contre l'Iran, la décision de l'étendre ou de l'arrêter sera prise à la Maison-Blanche, pas à Jérusalem ni à Téhéran.

La frontière entre le courage et le délire est très ténue. Nétanyahou s'en approche désormais. Pour éviter de devenir l'otage de ce délire, il devrait oeuvrer dès maintenant à un dénouement le plus rapide possible de l'opération Am K'Lavi (...) et s'abstenir de se fixer des objectifs impossibles, tels que la destruction des centrifugeuses iraniennes jusqu'à la dernière ou carrément le renversement du régime iranien. Si Israël se laisse entraîner dans une interminable 'guerre des villes' entre Tel-Aviv et Téhéran, de plus en plus d'Israéliens commenceront à se demander s'il vaut la peine de vivre dans un pays ployant sous les missiles iraniens et dont le gouvernement le pousse dans les bras d'une version juive messianique du chiisme messianique iranien. »



COMMENT REMPORTE LA PAIX AU MOYEN-ORIENT ? *THE ECONOMIST-26/06/2025*

Donald Trump a risqué le « tout pour le tout. Mais a-t-il gagné ? Il a bombardé les installations nucléaires iraniennes et immédiatement imposé un cessez-le-feu à Israël et à la République islamique, sans avoir à déplorer la moindre victime américaine – ce qu'il revendique face à ceux qui, tel ce journal, craignaient une réaction violente de l'Iran.

Seulement, les risques pris ne participaient qu'à la moitié du calcul, l'autre facteur étant de savoir si les États-Unis seraient capables de lancer une attaque susceptible d'empêcher les Iraniens de construire

une arme nucléaire. La meilleure façon d'arriver désormais à cette fin serait que Trump passe un accord nucléaire complet avec le régime. Il peut pousser dans ce sens en faisant pression sur le Moyen-Orient pour qu'il résolve ses problèmes par le commerce et l'investissement (...). Ce sont là des tâches colossales, mais si Trump les accomplissait, ne serait-ce que partiellement, il remporterait un prix que n'ont pas décroché ses prédécesseurs.

Ses efforts devraient commencer par une évaluation des dommages causés par les quatorze bombes anti-bunker et les quelques trente missiles de croisière largués sur les trois installations frappées en Iran. Fidèle à lui-même, Trump a affirmé avoir 'anéanti' le programme iranien. Quelques jours plus tard, une évaluation de la Defense Intelligence Agency fuitait et le contredisait, prévenant que l'Iran n'avait subi qu'un retard de quelques mois. (...) Elle a été à son tour contredite.

Cette dispute ne doit cependant pas cacher la vérité centrale. Il était improbable qu'un bombardement détruisse à lui seul et de façon vérifiable toutes les installations iraniennes et impossible qu'il élimine le savoir-faire nucléaire du pays. Il avait pour objectif de faire prendre du retard au programme ou, mieux encore, de persuader l'Iran qu'il ne valait pas la peine de développer une arme nucléaire. Indépendamment des dégâts causés, Trump doit désormais accepter que cette notion doit être officialisée moyennant un accord nucléaire.

Humilié, le régime iranien se trouve dans l'obligation de faire un choix. Il pourrait chercher à fabriquer une bombe, mais si cela venait à se savoir, le pays se retrouverait isolé et devrait faire face à une nouvelle série de frappes. Cela risquerait par ailleurs de courroucer l'Iranien lambda, qui a supporté pénuries et répression, (...). L'autre option serait que les hauts responsables militaires, qui se sont peu à peu écartés des mollahs, concluent que livrer un combat révolutionnaire contre Israël et les États-Unis est une bataille que la république ne peut gagner (...).

Trump peut influencer sur les décisions du régime en proposant un accord nucléaire qui bénéficie à

tous. Les États-Unis devraient exiger à l'Iran qu'il renonce à ses stocks d'uranium hautement enrichi et qu'il se soumette à des inspections internationales intrusives. L'Iran devrait pouvoir enrichir de l'uranium jusqu'à atteindre le niveau réacteur, mais sous des conditions strictes (...). En échange, les négociations devraient s'attacher à la levée des sanctions européennes et états-uniennes, ainsi que sur celle des menaces.

(...) La question urgente est de savoir ce que sont devenus les 400 kg d'uranium hautement enrichi de l'Iran, visé par les frappes américaines. Personne ne s'attend à ce que l'Iran dise la vérité, mais le régime aura les plus grandes difficultés à prouver qu'il ne les a plus, et les inspecteurs internationaux à rendre des comptes pour chaque kilogramme après un bombardement aussi vaste. Pour sa part, l'Iran n'a confiance en personne, même pas dans les inspecteurs. Les négociations courent le risque de rester empêtrées dans les récriminations.

C'est pourquoi Trump devrait également modifier ce qui incite l'Iran à développer des armes nucléaires en tentant d'établir un nouveau cap pour le Moyen-Orient. Israël est aujourd'hui la puissance militaire dominante de la région. Après le 7-October, de nombreux Israéliens sont parvenus à la conclusion que pour survivre dans un voisinage dangereux, l'usage ininterrompu de la violence s'impose. Leurs forces armées attaquent des objectifs au Liban et en Syrie dès le premier signe d'une menace émergente. Les factions d'extrême droite de leur gouvernement cherchent à utiliser cette domination pour annexer des territoires palestiniens à Gaza et en Cisjordanie.

Après sa victoire sur l'Iran, Israël devrait tourner la page, comme il l'a fait avec l'Égypte après la guerre de 1973 et comme il a commencé à le faire en 2020, lorsqu'il a normalisé ses relations avec plusieurs États arabes au moyen des accords d'Abraham. Il faudrait désormais viser un accord similaire avec l'Arabie saoudite. Mais cela demanderait un cessez-le-feu à Gaza, la reconnaissance par Israël du principe des deux États et un éloignement de l'état de guerre permanent.

Parvenir à un accord nucléaire et à la normalisation sera très difficile, notamment pour un président (...) ayant tendance à improviser. Cependant, Trump a ses points forts. Il domine le parti républicain, si bien que Benjamin Netanyahu (...), aura des difficultés pour le contourner au Congrès. Après avoir aidé Israël, Trump a acquis l'autorité suffisante pour affronter les adversaires (...).

Si Trump cesse de s'intéresser à la question, comme cela est très possible, l'alternative sera des plus sombres. Si le programme nucléaire iranien recommence à pointer, Israël bombardera de nouveau l'Iran. Cependant, une deuxième ou troisième campagne serait, techniquement et diplomatiquement parlant, plus difficile que la première. L'Iran aurait appris la leçon et le monde perdrait patience devant le recours réitéré à la guerre comme solution temporaire. Les États-Unis, obligés à soutenir Israël même s'ils ne luttent pas à ses côtés, découvrirait que le Moyen-Orient accapare des moyens militaires et une attention qu'ils souhaitent diriger vers l'Asie. Avec le temps, les bombardements pourraient sembler inutiles, ce qui creuserait un fossé entre les États-Unis et Israël. Trump a fait son pari. S'il veut gagner, un dur et long travail l'attend.»



UNE OTAN À LA MESURE DE TRUMP

ÉDITORIAL-EL PAÍS

26/06/2025

« Donald Trump est parvenu à ses fins. Les membres de l'OTAN ont décidé de porter à 5 % de leur PIB les dépenses liées à la défense lors des 10 prochaines années, comme l'exigeait le président des États-Unis, fidèle à sa conception mercantiliste des relations internationales (...).

La force de conviction du secrétaire général de l'Alliance, Mark Rutte, (...) – hyperboliquement flatteur quant aux accomplissements du président états-unien et très conciliant quant à ses exigences –, a été essentielle pour que Trump obtienne ce qu'il voulait. Cette attitude conciliante était visible jusque dans le format de la rencontre,

taillée sur mesure pour le dirigeant républicain (...) Elle contenait tout au plus une vague apologie de l'article 5 du traité de l'Atlantique nord qui ne dilue guère l'inquiétude causée par le faible engagement du locataire de la Maison Blanche sur la clause de défense mutuelle, que Trump est allé jusqu'à estimer 'interprétable'.

La crainte de ce que ce sommet ait été celui du retrait des troupes américaines du continent européen (...) a pris des allures dépassant celle d'une simple ombre menaçante. Trump a débarqué à La Haye tout imbu de sa démonstration de force militaire face à l'Iran, mais, à l'évidence, aveugle au fait que les deux guerres auxquelles il avait promis de mettre fin 'en 24 heures', en Ukraine et à Gaza, restent dangereusement actives. (...)

Une fois Volodymyr Zelensky écarté de la séance plénière, la seule voix discordante a été celle d'un Pedro Sánchez refusant d'accepter le chiffre arbitraire de 5 % (...) De fait, nombre de pays savent qu'ils ne respecteront pas leur engagement par rapport à ce chiffre, que Rutte lui-même a maquillé et nuancé en annonçant sa révision en 2029.

La dissidence bien argumentée de Pedro Sánchez (...) a obtenu la réponse à laquelle on pouvait s'attendre lors d'une réunion organisée en l'honneur de Trump. D'après le président américain, l'Espagne devra payer en droits de douane ce qu'elle ne veut pas payer en dépenses de défense. (...) la formule est un concentré de l'idée transactionnelle que de la politique extérieure se fait Donald Trump, pour qui il n'y a pas de partenaires, mais des clients, et à qui importe peu la solidarité collective prônée par le traité, partisan comme il est de rudes relations de pouvoir entre une superpuissance et les pays de sa zone d'influence.»



CROISSANCE ET IMMIGRATION

JOSEP OLIVER ALONSO-

LA VANGUARDIA

30/05/2025

« Les prévisions de la Commission européenne pour 2025 et 2026 expriment, logiquement, les effets sur l'activité que l'incertitude générée par

les mesures de Trump entraîne. Ainsi, s'il est déjà difficile d'effectuer des prévisions, l'exercice devient presque héroïque par les temps qui courent et dans l'attente de la fin de la trêve de 90 jours.

On s'attend, (...) à ce que le PIB mondial augmente de 2,9 % en 2025 et se rétablisse modérément en 2026 (3 %) et, en ce qui concerne la zone euro, qu'il augmente de 0,9 % et de 1,4 %, respectivement. Si elle reste sur la lancée de ces derniers temps, la croissance de l'Espagne, elle, devrait être bien supérieure : de 2,6 % en 2025 et de 2,0 % en 2026, baisse notable attribuable au fort taux d'épargne des ménages et à la retenue dans l'investissement dérivés de l'incertitude alors que, dans le même temps, la balance extérieure réduira le PIB. Quoi qu'il en soit, si l'on additionne ces estimations aux résultats obtenus depuis 2019, le PIB espagnol sera en 2026 d'environ 12 % de plus que celui généré par le pays en 2019. C'est un chiffre qui dépasse largement celui de l'ensemble de la zone euro (7,2 %), et qui se situe bien au-dessus de celui de l'Allemagne (1,4 %), de la France (5,6 %) ou de l'Italie (7,3 %).

L'une des raisons avancées par la Commission pour expliquer la moindre avancée du PIB espagnol en 2026 est la modération des flux migratoires, due à un certain ralentissement de l'augmentation de l'emploi. Les prévisions conservatrices pour 2025 et 2026 estiment la croissance de ces années-là à environ 300 000 emplois par an, bien loin de la moyenne proche des 600 000 emplois de la période 2021-2024. Et puisque, de 2018 à 2024, 73 % des nouveaux postes de travail pourvus en Espagne (...) ont été occupés par des personnes nées hors d'Espagne, cette modération de l'augmentation de l'emploi se traduira par une moindre pression migratoire.

C'est là que surgit le facteur différentiel de la croissance espagnole : la contribution du collectif des immigrants, qui élargit le marché, accroît les recettes publiques et participe à la production. En ce qui concerne ce dernier facteur, et compte tenu d'une productivité par travailleur chez les immigrants qui serait de 50 % de celles des natifs, leur contribution à l'emploi depuis

2018 suggère que (...) peut-être 40 % de [la croissance économique] de l'Espagne, aurait été générée grâce à la participation des immigrants. Cette contribution à la croissance du PIB a été récemment mise en relief par Arce et al. dans *Foreign workers: a lever for economic growth* (The ECB Blog, mai 25).

Par-delà la conjoncture, et si nous aspirons à croître raisonnablement, nous allons avoir besoin d'un apport continu et grandissant d'immigrants sur le marché du travail. Le vieillissement et le nombre décroissant de nos actifs va l'exiger. Aujourd'hui, alors que le débat sur l'avenir des politiques de l'immigration en Europe font monter la température, il conviendrait que, de là où nous sommes, nous ne l'oublions pas ».



LES PAYS PAUVRES ÉTRANGLÉS PAR LE POIDS DE LA DETTE

JULIEN BOUISSOU
LE MONDE-30/06/2025

« Silencieuse comme une marée montante, une crise de la dette est sur le point d'engloutir les pays pauvres. La déclaration de la Conférence internationale des Nations unies sur le financement du développement qui se tient à Séville, (...) sonne l'alerte : 'Parmi la succession de crises, de catastrophes, de chocs climatiques et autres, la dette souveraine est devenue l'un des principaux obstacles au développement durable.'

Le Club de Paris, qui regroupe 22 pays créanciers, partage ce constat dans son rapport annuel (...). Il considère que le niveau d'endettement des pays les plus pauvres 'demeure préoccupant' en 2024 même s'il note des 'signaux positifs' comme 'le retour progressif de pays d'Afrique subsaharienne sur les marchés financiers après une pause de deux ans'. Selon le FMI et la Banque mondiale, plus de la moitié des pays à bas revenus étaient surendettés ou en risque élevé de surendettement à la fin 2024.

Pour rembourser ces emprunts, des dépenses vitales sont sacrifiées. La commission du Jubilé, constituée

de 30 économistes du monde entier et soutenue par le Vatican, estime que 3,3 milliards de personnes vivent dans des pays qui dépensent plus pour rembourser leur dette que pour leur budget de santé. (...).

La situation est (...) inquiétante en Afrique où, depuis 2013, la dette augmente plus rapidement que le produit intérieur brut, alors que plus de la moitié de la population, soit 651 millions d'habitants, vit sous le seuil de pauvreté.

Au moment où leur dette publique enflé, les pays ne peuvent plus compter sur les financements de l'aide au développement, en chute libre, ou même de la Chine, dans le cadre des 'nouvelles routes de la soie'. L'institut australien Lowy affirme, dans une étude publiée fin mai, que Pékin ne sera plus en 2025 le 'banquier des pays en développement', mais un 'collecteur de dettes', puisqu'il recevra plus de remboursements qu'il ne prêtera de l'argent.

Pour remédier à cette situation, le texte de la conférence de Séville plaide pour une mobilisation accrue des ressources domestiques des pays endettés, principalement à travers une meilleure collecte des impôts. Il évoque ensuite une augmentation des capacités de financement des banques multilatérales de développement qui proposent des taux d'intérêt inférieurs à ceux du marché, et la possibilité pour elles de mobiliser des capitaux privés en leur offrant des garanties de prêts ou d'investissements. Plusieurs pays africains plaident, enfin, pour un nouveau cadre de restructuration de la dette.

Avec l'arrivée de nouveaux pays donateurs comme la Chine et le rôle croissant des créanciers privés, les règles doivent être revues. 'Il est impératif de repenser l'analyse de la soutenabilité de la dette du FMI, en intégrant des indicateurs qui prennent en compte les besoins sociaux ou la résilience climatique', ajoute Mathieu Paris. Le chargé de plaidoyer chez CCFD-Terre solidaire cite l'exemple du Mozambique, qui, en 2019, a dû choisir entre sa reconstruction et le remboursement de ses créanciers. Il estime en outre que le Club de Paris devrait être remplacé par une instance des Nations unies où les intérêts des débiteurs seraient mieux défendus. (...)/»